ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 29 octobre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la prime spéciale d'accident aéronautique", a donné le 26 novembre 1968 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e oktober 1968 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de bijzondere premie wegens luchtvaartongeval", heeft de 26e november 1968 het volgend advies gegeven :

Le projet tend essentiellement à porter à un million de francs la prime spéciale d'accident aéronautique créée par la loi du 15 avril 1958 et à instituer une seconde indemnité d'une valeur équivalente à dix pour cent de la prime principale au bénéfice des enfants de la victime ou de son conjoint.

Le projet tend également à mettre fin à certaines conséquences de la loi du 15 avril 1958, considérées comme anormales ou abusives.

*

Intitulé.

Ainsi que le Gouvernement l'expose, tant dans l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 15 avril 1958 (Sénat, session 1957-1958, doc. 117) que dans celui qui introduit le présent projet de loi, le versement d'une somme déterminée à la victime d'un accident aéronautique est destiné à remplacer le capital qui lui serait versé si les militaires avaient la possibilité de souscrire un contrat d'assurance-vie qui comprendrait le risque d'accidents aériens.

Le terme "prime" est généralement utilisé pour désigner soit le coût d'une assurance, soit une somme accordée à titre d'encouragement. Il ne correspond pas à la notion de la somme versée en cas de décès. Il est préférable de remplacer ce terme par celui de "indemnité", utilisé par l'article 41 de la loi du 11 juin 1874 contenant les titres X et XI, livre Ier, du Code de commerce.

.../...

Par ailleurs, l'indemnité n'étant versée qu'en cas d'accident survenu en temps de paix, il y a lieu de préciser l'objet du projet à cet égard.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose l'intitulé suivant :

"Projet de loi relative à l'octroi d'une indemnité spéciale d'accident aéronautique survenu en temps de paix".

Article 1er.

Compte tenu de l'observation ci-dessus, il y a lieu de remplacer les mots "du montant de prime payé" par les mots "du montant de l'indemnité payée".

La même observation vaut pour d'autres dispositions du projet.

Article 2.

Pour rester en concordance avec la terminologie employée à l'article 1er et la définition du membre des forces armées énoncée au 1°, il y a lieu de remplacer, au 2°, les mots "au militaire" par les mots "à un membre des forces armées".

Cette observation vaut également pour divers autres articles du projet.

.../...

Articles 3 et 4.

Les articles 3 et 5 traitant des ayants droit de la victime, il serait plus logique d'intervertir l'ordre des articles 3 et 4, en sorte que l'article 5 suive immédiatement le texte proposé sous l'article 3 du projet.

Selon le 2° de l'article 3 du projet, la première catégorie d'ayants droit de la victime d'accident est constituée par "ses enfants légitimes, naturels reconnus, ou adoptés". Ne conviendrait-il pas de conférer également un droit aux petits-enfants de la victime issus d'un enfant prédécédé ?

L'article 3 in fine du projet définissant la quatrième catégorie des ayants droit, les mots "de son intérêt pour" peuvent être omis.

La rédaction suivante est proposée pour le § 3 de l'article 4 :

"§ 3. L'indemnité n'est pas allouée s'il est établi que l'accident est imputable à une faute lourde de la victime".

Article 5.

Au § 2, l'indemnité se partageant toujours par parts égales, une modification de rédaction est proposée ci-après.

.../...

Le § 4 du projet contient des dispositions les unes relatives à la preuve exigée de certains ayants droit dont la victime était le soutien, les autres relatives à la déchéance qui peut être encourue par le père ou la mère. Il apparaît plus logique de rédiger ces dernières sous la forme d'un 3°, à la suite des déchéances déjà énumérées aux 1° et 2° du § 3.

Le Conseil d'Etat observe, au surplus, qu'en substituant la notion de domicile à celle de cohabitation, le projet étend la présomption de soutien que, selon l'exposé des motifs, le projet tend précisément à réduire en limitant l'octroi de l'indemnité aux seuls ayants droit directement atteints par le décès de la victime. Cet inconvénient serait évité en reprenant les termes de la loi du 15 avril 1958 qui visent les personnes qui habitaient avec la victime ou celles chez qui la victime avait son foyer.

Tenant compte de ces observations, la rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

§ 1er. S'il n'existe qu'un seul ayant droit, celui-ci bénéficie de la totalité de l'indemnité prévue à l'article 4, § 1er (article 3, § 1er, selon la proposition du Conseil d'Etat).

§ 2. Lorsqu'il y aplusieurs ayants droit de même catégorie, l'indemnité est attribuée par parts égales à chacun d'eux.

§ 3. L'indemnité d'ayant droit n'est pas octroyée :

1° ... ;

2° ... ;

.../...

3° au père ou à la mère, lorsqu'il est établi que la victime, alors qu'elle n'avait pas 18 ans, a été placée durant cinq années consécutives ou non dans une institution ou chez un particulier, à moins que le père ou la mère ne prouve avoir subvenu normalement, compte tenu de sa situation, aux besoins de l'enfant.

§ 4. Les ayants droit, autres que le conjoint et les enfants, sont tenus de rapporter la preuve qu'ils profitaient directement des rémunérations de la victime.

Sont présumés remplir cette condition, ceux qui habitaient avec la victime ou chez qui la victime avait son foyer".

Article 6.

L'article 6 devrait être revu à la lumière de la considération émise à propos de l'article 3, en ce qui concerne les petits-enfants de la victime issus d'un enfant prédécédé.

Pour le surplus, au 1°, il y a lieu de remplacer l'expression "du militaire ou de l'épouse de celui-ci" par "de la victime ou de son conjoint".

Par souci de concordance avec l'exposé des motifs, la rédaction suivante est proposée pour le 2° :

"2° n'avoir pas 21 ans accomplis le jour du décès ou, pour l'enfant ayant dépassé cet âge, être encore bénéficiaire d'allocations familiales".

.../...

Il est proposé de rédiger comme suit le § 2 du même article 6 :

"§ 2. Les dispositions du § 1er s'appliquent :

1° à l'enfant né du mariage de la victime après le décès de celle-ci;

2° à l'enfant âgé ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 7.

Il vaudrait mieux adopter un régime plus souple que le versement à la Caisse des dépôts et consignations. Pour ce faire, il est proposé de rédiger comme suit cet article du projet :

"Article 7.-

Lorsqu'une indemnité ou une part d'indemnité est allouée à une personne mineure d'âge, le montant en est versé à un livret de la Caisse générale d'épargne et de retraite, ouvert au nom du mineur, et dont il ne pourra être disposé, durant sa minorité, qu'avec l'autorisation du conseil de famille".

Article 8.

Au premier alinéa de cet article, si l'observation relative à l'interversion des articles 3 et 4 est retenue, la référence à l'article 3 doit être remplacée par une référence à l'article 4.

.../...

A l'alinéa 2, l'expression "stipulation pour autrui" est improprement employée; il est proposé de la remplacer par le mot "désignation". En conséquence, l'alinéa 2 de cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Toutefois, cette désignation est sans effet si elle méconnaît les droits du conjoint ou des enfants tels qu'ils sont fixés par la présente loi. La déclaration est constatée ... (la suite comme au projet) ...".

Article 9.

Les formalités prévues à cet article sont en réalité des conditions de recevabilité.

Selon l'exposé des motifs, cette disposition n'a d'autre portée que de rappeler aux éventuels bénéficiaires de l'indemnité, le délai de la prescription quinquennale des créances à charge de l'Etat fixé par la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

En disposant que pour la victime elle-même le droit à l'indemnité s'éteint cinq ans après le 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'accident s'est produit, l'article en projet ne tient pas compte des créances pouvant naître au profit du membre des forces armées contraint de quitter définitivement le service pour cause d'inaptitude physique due à l'accident mais constatée après l'expiration du délai commençant à courir à partir du 1er janvier de l'année au cours de laquelle l'accident s'est produit.

.../...

Les intentions du Gouvernement seraient mieux traduites dans le texte suivant :

"Toute demande d'obtention d'indemnité ou d'une part d'indemnité doit, à peine de non-recevabilité, être introduite par lettre recommandée auprès du Ministre de la Défense nationale, dans les délais ci-après :

1° pour la victime elle-même ou pour les ayants droit ayant la qualité de conjoint ou d'enfant : dans le délai prévu par les articles 34 et 35 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat;

2° ... (la suite comme au projet) ... ".

Les articles 34 et 35 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat faisant l'objet d'un projet de loi de modification, il y aurait lieu d'en tenir éventuellement compte.

Article 10.

Il est proposé de rédiger le troisième alinéa du § 2 comme suit :

"L'officier médecin attaché à la gendarmerie et appelé à siéger dans la commission peut être officier subalterne".

Article 11.

L'article 11, 2°, prévoit que le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, "relever, lorsqu'intervient une situation nouvelle faisant l'objet d'un rapport motivé, les taux de prime tels qu'ils sont fixés par la présente loi".

.../...

Il y a une discordance entre le texte et l'exposé des motifs; en effet, l'article 11, 2°, emploie l'expression "relever" alors que l'exposé des motifs emploie le verbe "reviser" qui implique la possibilité de modification tant dans le sens d'une diminution que dans celui d'une augmentation.

Il vaudrait mieux prévoir dans le texte que le Roi peut, par arrêté motivé délibéré en conseil des Ministres, relever le taux de l'indemnité.

L'article 11 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 11.-

Le Roi peut par arrêté délibéré en conseil des Ministres :

1° ... (comme au projet) ... ;

2° lorsqu'intervient une situation nouvelle, relever (modifier) les taux de l'indemnité tels qu'ils sont fixés par la présente loi".

Article 12

Il y a lieu de diviser cet article en deux articles, d'une part l'abrogatoire, d'autre part les dispositions transitoires.

En outre, il y a lieu de supprimer la finale du second alinéa du § 1er afin d'éviter toute équivoque.

.../...

En conséquence, le texte suivant est proposé :

"Article 12.-

La loi du 15 avril 1958 instituant une indemnité spéciale d'accident aéronautique est abrogée.

Article 13.-

§ 1er. La loi du 15 avril 1958 instituant une prime spéciale d'accident aéronautique reste d'application pour les accidents survenus avant le 1er janvier 1966.

§ 2. Dans le cas où, pour un accident survenu à partir du 1er janvier 1966, des dommages et intérêts... (la suite comme au projet) ... ".

Article 13.

La rédaction suivante est proposée pour cet article, numéroté 14 à la suite de la proposition faite par le Conseil d'Etat:

"Article 14.-

La présente loi produit ses effets le 1er janvier 1966".

Het voornaamste doel van het ontwerp is, de bijzondere premie wegens luchtvaartongeval die ingesteld is bij de wet van 15 april 1958, op een miljoen frank te brengen en een tweede vergoeding in te voeren, gelijk aan tien ten honderd van de hoofdpremie, ten gunste van de kinderen van het slachtoffer of van zijn echtgenote.

Het ontwerp wil ook een eind maken aan bepaalde gevolgen van de wet van 15 april 1958 die ongewoon of verkeerd worden geacht.

Opschrift.

Zoals de Regering verklaart, zowel in de memorie van toelichting bij het ontwerp waaruit de wet van 15 april 1958 is ontstaan (Senaat, zitting 1957-1958, gedr. st. 117) als in de memorie van toelichting bij het onderhavige ontwerp, is de uitkering van een bedrag aan het slachtoffer van een luchtvaartongeval bestemd om het kapitaal te vervangen, dat zou worden uitgekeerd indien militairen een levensverzekeringscontract konden sluiten dat ook het risico van luchtvaartongevallen dekt.

Met "premie" wordt in de regel bedoeld hetgeen voor een verzekering wordt betaald, ofwel hetgeen als beloning wordt toegekend. Het woord kan niet dienen voor de som die in geval van overlijden wordt uitgekeerd.

.../...

Het is geraden het te vervangen door "vergoeding", welke term gebruikt is in artikel 41 van de wet van 11 juni 1874 houdende titels X en XI van boek I van het Wetboek van koophandel.

Aangezien de vergoeding bovendien alleen wordt uitgekeerd voor ongevallen die zich voordoen in vredestijd, zou de strekking van het ontwerp in dat opzicht moeten worden verduidelijkt.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld het opschrift als volgt te lezen :

"Ontwerp van wet betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding wegens luchtvaartongeval in vredestijd".

Artikel 1.

In acht genomen de hierboven gedane opmerking vervange men het woord "premie " door "vergoeding.

Dezelfde opmerking geldt ook voor andere bepalingen van het ontwerp.

Artikel 2.

Overeenkomstig de terminologie van artikel 1 en de omschrijving van de term "personeelslid van de krijgsmacht" in artikel 2, 1°, vervange men onder 2° de woorden "aan de militair" door "aan een personeelslid van de krijgsmacht".

.../...

Deze opmerking geldt ook voor verscheidene andere artikelen van het ontwerp.

Artikelen 3 en 4.

Daar de artikelen 3 en 5 handelen over de rechtverkrijgenden van het slachtoffer, ware het logischer de volgorde van de artikelen 3 en 4 om te keren, zodat artikel 5 onmiddellijk volgt op de in artikel 3 van het ontwerp voorgestelde tekst.

Volgens artikel 3, 2°, van het ontwerp omvat de eerste categorie rechtverkrijgenden van het slachtoffer "zijn wettige kinderen, erkende natuurlijke kinderen en aangenomen kinderen". Moet ook geen recht worden toegekend aan de kleinkinderen van het slachtoffer die afstammen van een vooroverleden kind ?

Aan het slot van artikel 3 van het ontwerp, waar de vierde categorie van rechtverkrijgenden wordt opgegeven, kunnen de woorden "van zijn belang omdat" gewoon vervangen worden door "dat".

Voorgesteld wordt, § 3 van artikel 4 als volgt te lezen :

" § 3. De vergoeding wordt niet toegekend indien vaststaat dat het ongeval te wijten is aan een grove fout van het slachtoffer".

.../...

Artikel 5.

Aangezien de vergoeding steeds bij gelijke delen wordt verdeeld, wordt hieronder een gewijzigde redactie voorgesteld voor § 2.

Paragraaf 4 bevat bepalingen betreffende het bewijs dat moet worden geleverd door sommige rechtverkrijgenden wier kostwinner het slachtoffer was, en andere die handelen over het verval dat de vader of de moeder van het slachtoffer kunnen oplopen. Het is logischer die laatste bepalingen te redigeren als 3°, na de onder 1° en 2° van § 3 genoemde gevallen waarin de vergoeding niet wordt uitgekeerd.

Door met het begrip "woonplaats" te werken in plaats van met "samenwonen" verruimt het ontwerp het vermoeden van kostwinnerschap, terwijl de bedoeling, volgens de memorie van toelichting ,toch was, dat vermoeden minder ruim te maken, door de vergoeding alleen toe te kennen aan de rechtverkrijgenden die rechtstreeks door het overlijden getroffen worden. Dat bezwaar kan worden ondervangen door het overnemen van de tekst uit de wet van 15 april 1958 : "zij die met hem woonden of bij wie het slachtoffer zijn tehuis had".

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 5.-

§ 1. Is er slechts één rechtverkrijgende, dan ontvangt deze de gehele vergoeding bepaald in artikel 4, § 1 (artikel 3, § 1, volgens het voorstel van de Raad van State).

§ 2. Zijn er verscheidene rechtverkrijgenden van dezelfde categorie, dan wordt de vergoeding bij gelijke delen aan ieder van hen toegekend.

§ 3. De vergoeding voor rechtverkrijgenden wordt niet toegekend :

1° ...;

2° ...;

3° aan de vader of de moeder, indien vaststaat dat het slachtoffer, toen het geen 18 jaar oud was, gedurende vijf al dan niet opeenvolgende jaren in een instelling of bij een particulier is geplaatst, tenzij de vader of de moeder bewijzen dat zij gelet op hun toestand normaal in de behoeften van het kind hebben voorzien.

§ 4. De rechtverkrijgenden, andere dan de echtgenote en de kinderen, dienen het bewijs te leveren dat de bezoldigingen van het slachtoffer hun rechtstreeks ten goede kwamen.

Aan die voorwaarden worden geacht te voldoen zij die met het slachtoffer woonden of bij wie het zijn tehuis had".

.../...

Artikel 6.

Artikel 6 zou moeten worden herzien in het licht van hetgeen in verband met artikel 3 gezegd is over de kleinkinderen van het slachtoffer die afstammen van een vooroverleden kind.

Voorts moeten onder 1° van § 1 de woorden "van de militair" worden vervangen door "van het slachtoffer of van zijn echtgenote".

Ter wille van de overeenstemming met de memorie van toelichting wordt voorgesteld de tekst onder 2° als volgt te lezen :

"2° op de dag van het overlijden geen volle 21 jaar oud zijn of, voor het kind dat die leeftijd overschreden heeft, nog kinderbijslag genieten".

Paragraaf 2 van hetzelfde artikel 6 leze men als volgt

"§ 2. Het bepaalde in § 1 is van toepassing :

1° op het kind dat uit het huwelijk van het slachtoffer is geboren na diens overlijden;

2° op het kind dat ouder is dan 21 jaar en opgeroepen of wederopgeroepen is ter uitvoering van ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 7.

Een soepeler regeling dan de storting in de Deposito- en Consignatiekas ware gewenst. Daarom leze men het artikel als volgt :

.../...

"Artikel 7.-

Als een vergoeding of een gedeelte van een vergoeding wordt toegekend aan een minderjarige, wordt het bedrag ervan gestort op een bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas op naam van de minderjarige geopend boekje waarover, zolang hij minderjarig is, alleen mag worden beschikt met machtiging van de familieraad".

Artikel 8.

Als de volgorde van de artikelen 3 en 4 wordt omgekeerd zoals is voorgesteld, moet in het eerste lid van artikel 8 niet naar artikel 3 maar naar 4 worden verwezen.

In het tweede lid zijn de woorden "dit beding ten voordele van derden" ten onrechte gebruikt; men vervange ze door "die aanwijzing". Het tweede lid van dat artikel kan dan als volgt worden gelezen :

"Die aanwijzing heeft echter geen gevolgen indien zij de rechten van de echtgenote of van de kinderen miskent, zoals die in deze wet zijn bepaald. De verklaring wordt opgetekend in ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 9.

De in dit artikel voorgeschreven formaliteiten zijn in feite voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de aanvraag.

.../....

Volgens de memorie van toelichting heeft die bepaling alleen tot doel de eventuele vergoedingsgerechtigden te wijzen op de vijfjarige verjaring van de schuldvorderingen op de Staat, bepaald in de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat.

Waar het artikel bepaalt dat voor het slachtoffer zelf het recht op de vergoeding teniet gaat vijf jaar na de 1e januari van het jaar waarin het ongeval gebeurde, houdt het geen rekening met de schuldvorderingen die kunnen ontstaan ten voordele van het personeelslid van de krijgsmacht dat gedwongen is de dienst voorgoed te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid die te wijten is aan het ongeval, maar slechts vastgesteld is na het verstrijken van de termijn die ingaat de 1e januari van het jaar waarin het ongeval zich heeft voorgedaan.

De bedoeling van de Regering zou beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Iedere aanvraag tot het verkrijgen van de vergoeding of van een gedeelte ervan moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij een ter post aangetekende brief bij de Minister van Landsverdediging worden ingediend binnen de volgende termijnen :

1° voor het slachtoffer zelf of voor de rechtverkrijgenden die de hoedanigheid van echtgenote of kind hebben : de termijn bepaald in de artikelen 34 en 35 van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat;

2° voor de rechtverkrijgenden van de andere categorieën : een jaar te rekenen van de dag waarop het slachtoffer overleden is".

.../...

Er is een wetsontwerp aanhangig dat strekt tot wijziging van de artikelen 34 en 35 van de wet van 15 mei 1846 op de comptabiliteit van de Staat. Daarmede zal eventueel rekening moeten worden gehouden.

Artikel 10.

Het derde lid van § 2 leze men als volgt :

"De aan de Rijkswacht verbonden officier-geneesheer die in de commissie zitting dient te nemen, mag een lager officier zijn".

Artikel 11.

Artikel 11, 2 °, bepaalt dat de Koning, bij in Ministerraad overlegd besluit, "de bij deze wet vastgestelde premiebedragen kan verhogen wanneer een nieuwe toestand, waarover een gemotiveerd verslag werd uitgebracht, zich voordoet".

Er is gemis van overeenstemming tussen de tekst en de memörie van toelichting : artikel 11, 2°, werkt met de term "verhogen", de memorie van toelichting met "herzien", wat ook "verlagen" kan betekenen.

Beter ware het te bepalen dat de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit het bedrag van de vergoeding kan verhogen.

Artikel 11 kan als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 11.-

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit

1° ... (zoals in het ontwerp, maar : "met een opdracht belast zijn") ...;

2° de in deze wet vastgestelde bedragen van de vergoeding verhogen (wijzigen) wanneer een nieuwe toestand zich voordoet".

Artikel 12.

Dit artikel dient in twee artikelen te worden gesplitst, een voor de opheffingsbepaling, een ander voor de overgangsbepalingen.

Het slot van het tweede lid van § 1 moet bovendien vervallen om dubbelzinnigheid te voorkomen.

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 12.-

De wet van 15 april 1958 houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval wordt opgeheven .

Artikel 13.-

§ 1. De wet van 15 april 1958 houdende instelling van een bijzondere premie wegens luchtvaartongeval blijft van toepassing voor de ongevallen welke zich hebben voorgedaan vóór 1 januari 1966.

.../...

§ 2. Wanneer, voor een ongeval dat zich vanaf 1 januari 1966 heeft voorgedaan, schadevergoeding ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 13 (van het ontwerp).

Voorgesteld wordt, dit artikel, dat 14 wordt in het door de Raad van State gedane tekstvoorstel, als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1966".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : G.VAN BUNNEN,		conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : G.CISELET,		staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs : R.PIRSON,		assesseurs de la section	
de Heren :		de législation,	
	M.VERSCHELDEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.H.VLIEBERGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.VLIEBERGH, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.